

Unité départementale du Val-d'Oise
Préfecture du Val d'Oise
5 avenue Bernard Hirsch
CS 20105 - CEDEX
95010 Cergy-Pontoise

Cergy-Pontoise, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 01/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP

Route d'Ecouen
95720 Bouqueval

Références : ud95-2026-184
Code AIOT : 0006506767
RVAT : N° 63434

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP implanté LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 Le Plessis-Gassot. L'inspection a été annoncée le 14/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Compte tenu des enjeux relatifs au stockage des déchets et de l'envergure de ce site, l'établissement LA REP du Plessis-Gassot est un site ICPE considéré prioritaire par l'Inspection. À ce titre, au moins une visite d'inspection a lieu chaque année sur le site. L'inspection de fin d'année permet de dresser un premier bilan de l'année en cours

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LA ROUTIERE DE L'EST PARISIEN-REP
- LA FERME DU CHATEAU lieu dit du Paradis 95720 Le Plessis-Gassot

- Code AIOT : 0006506767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société REP exploite sur les communes du Plessis-Gassot, Mesnil-Aubry et d'Ecouen une carrière de sablon et limons et une installation de stockage de déchets non dangereux (ordures ménagères, refus de tri d'encombrants, déchets d'activité économique ultimes) pour le comblement des vides de fouille de la carrière. Une plate-forme de compostage de déchets verts et une autre de broyage de bois sont également exploitées par la société sur le site. Elle a également développé une activité de traitement de terres polluées.

Les installations sont réglementées par l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2006 modifié en dernier lieu le 26 septembre 2024.

L'arrêté ministériel sectoriel du 15 février 2016 modifié s'applique également. Les prescriptions applicables sont celles les plus contraignantes de ces arrêtés.

Les principales caractéristiques du site sont :

- capacité journalière maximale : 3 600 t/j de déchets pouvant être accueillis ;
- capacité annuelle : 1 100 000 t/an de déchets pouvant être stockés dont 790 000 t/an au maximum de déchets non dangereux non inertes ;
- durée d'exploitation fixée à 21 ans à partir du 19 décembre 2006.

La principale activité du site concerne le stockage de déchets non dangereux qui relève des rubriques 3540-1 (IED) et 2760-2b de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de déchets stockés	AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1	Sans objet
2	Registre des déchets reçus	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2	Sans objet
3	Rejets aqueux – VLE	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1	Sans objet
4	Plan des zones à	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques	article 7.2.2	
5	Surveillance du site	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.1.3	Sans objet
7	Moyens de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.7.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection note la bonne tenue des installations et la volonté manifeste de résorber des écarts historiques en particulier sur le suivi des anomalies notées dans le rapport de conformité électrique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/11/2021, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Quantité de DND stockés
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Capacité de l'installation au titre des rubriques 3540-1 et 2760-2 : Installation existante : Poursuite et extension de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux. Capacité journalière maximale autorisée : 3 600 t/j Capacité annuelle maximale autorisée : 1 100 000 t/an de déchets dont : - 790 000 t/an de déchets non dangereux hors déchets inertes - 160 000 t/an en valorisation de déchets non dangereux d'aménagement tels que définis à l'article 2 du présent arrêté. Durée : 21 ans à compter du 19/12/2006 Volume total de déchets pouvant être admis à compter du 19/12/2006 : - Poursuite de l'exploitation : 5 000 000 m³ - Extension : 14 000 000 m³</p>
<p>Constats :</p> <p>A date de l'inspection, le site a accueilli 452 138 t de déchets depuis le 01/01/2025, ce qui marque de nouveau une baisse de l'activité. L'exploitant n'a pas noté de baisse du nombre de producteurs, mais une baisse des tonnages de déchets d'activité économique apportés par chacun des producteurs. L'activité de stockage se concentre en ce moment sur le casier 18. La couverture du casier 17 est en cours de mise en place. L'exploitant indique que la part d'ordures ménagères est inférieure à 3 % du tonnage total enfoui. L'activité CSR n'est toujours pas opérationnelle. Les lignes 2 et 3 de l'installation de traitement nécessitent des modifications et sont toujours en cours de réception. L'activité de traitement de terres polluées est réduite et ne concerne que 425 t en 2025. Les tonnages sont en deçà des capacités autorisées, la prescription est donc respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Registre des déchets reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 8.1.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets reçus
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour le registre des déchets présentés à l'entrée des installations. Ce registre comporte a minima les informations suivantes : 1- la désignation des déchets et leur code (...) 2- la date de réception des déchets ; 3- le tonnage des déchets réceptionnés ; 4- la référence du certificat d'information préalable ou du certificat d'acceptation préalable ; 5- le nom et l'adresse de l'expéditeur ; 6- le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ont été préalablement entreposés et triés ; 7- le nom, l'adresse du transporteur (...) ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule ; 8- l'identification de l'alvéole et du casier où les déchets sont stockés ; 9- les résultats des contrôles réalisés à la réception des déchets, y compris les contrôles sur les documents d'accompagnement ; 10- la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets adressé au producteur des déchets ou à leur détenteur ; 11- le cas échéant, la date de la notification de refus et le motif de refus de prise en charge des déchets.
Constats : L'exploitant utilise un outil interne au groupe, conçu initialement pour être interfacé avec RNDTS et transmettre les données nécessaires permettant d'atteindre les objectifs réglementaires de traçabilité des déchets. Depuis la fusion de l'outil RNDTS avec Trackdéchets - ce dernier devenant un portail unique -, l'exploitant a noté une nette augmentation du nombre de refus de données par l'outil, sans qu'il n'y ait eu de modifications de l'outil interne au groupe. Ces refus sont corrigés manuellement. L'inspection prend note de cette situation et fera suivre ce point au niveau régional.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets aqueux – VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des eaux résiduelles après épuration
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des effluents dans le milieu récepteur et après épuration, les valeurs limites en concentration et en flux ci-dessous définies. Rejet n°2

Constats : <p>L'exploitant réalise l'autosurveillance de la qualité des eaux rejetées selon les fréquences imposées. Il a présenté les rapports correspondants en séance. Ces rapports sont, par ailleurs, envoyés chaque trimestre à l'inspection. Les résultats (rejet n° 2) sont conformes, chaque mois, sur l'ensemble des paramètres mesurés.</p> <p>L'exploitant précise que les prélèvements sont réalisés en interne tous les mois. Un prélèvement est réalisé par un organisme extérieur une fois par an.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoins rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p>
Constats : <p>Le plan de zones à risque modifié suite à la non-conformité identifiée lors de l'inspection de décembre 2023 a été présenté à l'inspection en séance. Il comprend un plan général et des plans annexes selon les grandes zones de risques spécifiques.</p> <p>Ce plan est tenu à jour et est compris dans le PDI de l'établissement. Le PDI comprend également un état des stocks des produits dangereux.</p> <p>Ce PDI est en cours de modification afin d'intégrer les dernières recommandations du SDIS ayant conduit à la matérialisation des zones de stationnement des engins de secours et l'implantation de poteaux bleus à proximité de la réserve incendie souple de la zone CSR.</p> <p>L'exploitant a rappelé en séance que le site est gardienné 24h/24 et 365 j/an par un binôme de gardiens. Le site dispose également d'une astreinte de site (technique) et d'une astreinte cadre.</p> <p>L'inspection a ainsi pu constater que le document est correctement maintenu et considère donc que cette prescription est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance du site
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement. L'établissement dispose d'une aire d'attente suffisante pour les camions de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures d'exploitation, une surveillance du site par gardiennage ou télésurveillance doit être mise en place en permanence.
Constats : De manière générale, le site est en permanence surveillé par une présence humaine. Cette surveillance est réalisée par les différents personnels d'accueil présents au poste d'accueil visiteurs ou au niveau des ponts bascules. En dehors des heures ouvrées, le site est gardé a minima par un binôme de gardiens. Le site dispose, à son entrée, du plan général de circulation. Il dispose également d'un espace suffisamment vaste pour accueillir les véhicules et les poids lourds en attente. Les véhicules extérieurs au site ne sont pas autorisés à entrer librement. Les personnels du site disposent de badges leur permettant l'ouverture des barrières. Le site est également équipé de vidéosurveillance. L'exploitant a indiqué travailler à l'amélioration de son système de reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (utilisé pour l'enregistrement des passages des camions des clients récurrents). Ce système doit ainsi faciliter le travail des opérateurs au niveau des ponts bascules. L'inspection n'a pas identifié d'éléments non conformes à la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui

sont applicables. [...]
<p>Constats :</p> <p>Le suivi interne des actions à réaliser suite aux contrôles réglementaires des installations électriques avait été identifié comme point de non-conformité lors de l'inspection de 2023. A la suite de cette remarque, l'exploitant a mis en place un tableau de suivi détaillé reprenant le suivi des actions réalisées, en cours ou planifiées. Ce tableau de suivi est désormais un outil contrôlé par l'inspection périodiquement.</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a également présenté le rapport du dernier contrôle réalisé par l'APAVE entre le 04/08/2025 et le 07/08/2025. Les différentes anomalies constatées ont bien été intégrées dans le tableau général de suivi.</p> <p>L'inspection a constaté une amélioration du suivi des anomalies électriques. La REP a également indiqué que l'ensemble des visites périodiques obligatoires sont suivies par une seule et même personne désignée.</p> <p>Bien que la situation se soit nettement améliorée, l'inspection note que certaines non-conformités historiques ne sont toujours pas soldées depuis plus de 2 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection un échéancier des actions de résorption des non-conformités électriques restantes.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2006, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de défense incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre et au minimum des moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une réserve de matériaux non combustibles de plus de 1000 m³ à proximité du casier du centre de stockage de déchets en cours d'exploitation. Cette réserve est distincte de celle nécessaire à l'exécution des couvertures journalières de déchets visées à l'article 8.1.4.2 du présent arrêté - une réserve de matériaux non combustibles de 1000 m³ positionnée à proximité du stockage de bois (plateforme de broyage) ; - des réserves d'eau disponibles en toute circonstance et présentant des capacités suffisantes. Chaque bassin constituant une réserve d'eau permet le positionnement des engins de secours et est associé à une voie d'accessibilité « tous temps ». Ces réserves d'eau disponibles présentent une capacité d'au moins 11 000 m³ - 2 cuves de 120 m³ chacune installées près du quai de rupture existant, équipées en raccords pompiers normalisés

- des extincteurs en nombre suffisant appropriés aux risques encourus et judicieusement répartis;
- de Robinets d'Incendie Armés, conformes aux normes en vigueur et installés dans les bâtiments, notamment dans le centre de tri des déchets industriels banals et commerciaux
- d'au moins 3 poteaux d'incendie assurant un débit minimum de 60 m³/h chacun, dont un positionné à moins de 100 m du centre de tri précité et alimenté par la canalisation d'eau longeant le chemin des Processions. Les poteaux d'incendie sont implantés de manière à pouvoir être utilisés sans danger par le personnel d'incendie et de secours.

Constats :

Les différents moyens de lutte contre l'incendie listés dans cet article ont été contrôlés par sondage lors de l'inspection. Ces moyens ont été améliorés suite aux échanges directs entre l'exploitant et le SDIS.

Ces modifications sont principalement issues de l'analyse du dossier de renouvellement de l'autorisation d'exploiter le site, en cours d'instruction par l'inspection. L'exploitant a néanmoins choisi d'intégrer, dès à présent, certaines recommandations du SDIS issues de cette instruction.

Le site a eu quelques départs de feu liés à la présence non désirée de produits inflammables cachés (piles lithiums) dans des arrivages de déchets, ou à des incidents techniques sur des engins. Les moyens de défense incendie ont permis aux personnels du site de gérer les incidents et n'ont pas été mis en défaut. Les pompiers sont néanmoins systématiquement appelés afin de réaliser les levées de doute post-incendie.

L'inspection n'a pas identifié d'éléments non conformes à la prescription.

L'inspection note une volonté claire d'amélioration continue des moyens de lutte contre l'incendie sur ce site.

Type de suites proposées : Sans suite